



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 03829

Numéro SIREN : 520 230 590

Nom ou dénomination : NJJ HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 03/04/2017 sous le numéro de dépôt 34188



1703423202

DATE DEPOT : 2017-04-03

NUMERO DE DEPOT : 2017R034188

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2017/03/10

TYPE D'ACTE : DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE

NATURE D'ACTE : APPORT EN NATUREAUGMENTATION DE CAPITAL

MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

EN DATE DU 10 MARS 2017

Le 10 mars 2017 à 16 heures

Monsieur Xavier Niel, né le 25 août 1967, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), de nationalité française, demeurant 3-5, rue d'Andigné, 75016 Paris (l'« Associé Unique »),

Agissant en sa qualité d'Associé Unique de la société NJJ Holding, société par actions simplifiée au capital social de 546.265.384,90 euros dont le siège social est 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 520 230 590 (ci-après la « Société »),

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- la lettre de convocation des commissaires aux comptes ;
- le rapport du Président ;
- une copie du traité d'apport aux termes duquel Monsieur Xavier NIEL apporte à la Société 118.000.000 actions de la société Rock Investment, société par action simplifiée au capital de 246.000.000 euros, dont le siège social est situé 16 rue de la Ville l'Evêque – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 795 278 860 (« Rock Investment ») au profit de la Société ;
- une copie des décisions de l'Associé Unique procédant à la nomination du commissaire aux apports en date du 3 février 2017 ;
- le rapport de Monsieur Michel Sudit, commissaire aux apports ;
- le texte des projets de décisions ;
- un exemplaire des statuts en vigueur ; et
- un exemplaire des statuts intégralement modifiés.

Et après avoir constaté que Monsieur Guy Baeckeraot et que la Société Fid Sud Audit, commissaires aux comptes de la société, étaient absents et excusés,

A pris les décisions suivantes :

- *ratification du traité d'apport en nature de 118.000.000 actions de la société Rock Investment au profit de la Société ;*
- *augmentation du capital social par apport en nature d'un montant total de 26.880 euros, par émission de 268.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet de porter le capital social de la Société de 546.265.384,90 euros à 546.292.264,90 euros ;*
- *constatation de la réalisation de l'augmentation du capital ;*
- *modification corrélatrice des statuts ;*
- *Pouvoirs pour formalités.*

PREMIERE DECISION

Rotification du traité d'apport en nature de 118.000.000 actions de la société Rock Investment au profit de la Société

L'Associé Unique, connaissance prise

- du rapport du Président, du rapport du commissaire aux apports nommé par décision de l'Associé Unique en date du 3 février 2017,
- de la décision de l'associé unique de Rock Investment de ce jour, ayant approuvé l'apport, par M. Xavier Niel, de 567 854 actions Iliad à la société Rock Investment pour une valeur de 118 000 061,20 €, le dit apport ayant été rémunéré par l'émission de 118 000 000 actions Rock Investment,
- du traité d'apport aux termes duquel, Monsieur Xavier Niel apporte à la Société les 118.000.000 actions de la société Rock Investment préalablement émises au profit de M. Xavier Niel, évaluées à 26.880 euros (ci-après, le « Traité d'Apport »),

approuve les termes du Traité d'Apport, l'évaluation susvisée et les modalités de rémunération de l'apport, à savoir l'attribution de 268.800 actions nouvelles de 0,10 euro.

L'Associé Unique autorise en conséquence la réalisation de l'apport.

DEUXIEME DECISION

Augmentation du capital social par apport en nature d'un montant total de 26.880 euros, par émission de 268.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet de porter le capital social de la Société de 546.265.384,90 euros à 546.292.264 euros

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports nommé par décision de l'Associé Unique en date du 3 février 2017 décide, en rémunération de l'apport de 118.000.000 actions Rock Investment d'une valeur de 26.880 euros de la création de 268.800 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, émises au pair, ayant pour effet d'augmenter le capital social d'un montant de 26.880 euros pour le porter de 546.265.384,90 euros à 546.292.264,90 euros.

Les actions nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de l'Associé Unique.

Les actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, sont attribuées en totalité à Monsieur Xavier Niel en rémunération de son apport.

Le Président déclare que la séance est suspendue afin de permettre la réalisation matérielle de l'augmentation de capital susvisée, et notamment la signature de l'ordre de transfert par Monsieur Xavier Niel, l'inscription des titres apportés au compte de titres de NJJ Holding et l'inscription des actions nouvellement émises sur le registre des mouvements de titres et les comptes d'actionnaires de la Société.

Après la réalisation matérielle de l'augmentation de capital susvisée, l'Associé Unique poursuit ses décisions.

TROISIEME DECISION

Constatation de la réalisation de l'augmentation du capital

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président, de l'ordre de transfert, des registres de mouvements de titres de la Société ainsi que des comptes individuels d'actionnaires de la Société et des décisions précédentes, constate que l'intégralité des 268.800 actions émises en rémunération de l'apport en nature susvisé ont été attribuées et que le capital social de la Société s'établit désormais à la somme de 546.292.264,90 euros, composé de 5.462.922.649 actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale chacune.

QUATRIEME DECISION

Modification corrélative des statuts

En conséquence des décisions qui précèdent, l'Associé Unique décide de procéder à la modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société intitulés respectivement « Apports » et « Capital social » qui seront désormais rédigés comme suit :

Nouvel Article 6

« ARTICLE 6 - APPORTS »

Lors de la constitution de la Société, le montant du capital, provenant uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré. Les dix (10) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix de dix centimes (0,10) d'euro par action.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 23 mars 2010, le capital social a été porté à la somme de 34.000.001 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 500.000 actions Iliad évalué à 37.400.000 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 340.000.000 d'actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 3.400.000 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 7 septembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.059.091,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 700.000 actions Iliad évalué à 51.764.999,99 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 470.590.909 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 4.705.909,09 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 5 novembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.239.535,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.615 actions Odyssey Music Group, évalué à 180.444 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.804.440 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 septembre 2013, le capital social a été porté à la somme de 396.246.984,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.736.535 actions Iliad évalué à 315.007.449 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 3.150.074.490 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 18 mai 2016, le capital social a été porté à la somme de 546.265.384,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 765.400 actions Iliad évalué à 150.018.400 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.500.184.000 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 mars 2017, le capital social a été porté à la somme de 546.292.264,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 118.000.000 actions

Rock Investment évalué à 26.880 euras. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 268.800 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

Nouvel Article 7

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 546.292.264,90 euros.

Il est divisé en 5.462.922.649 actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune, entièrement libérées. »

CINQUIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Monsieur Xavier Niel
Associé Unique

Enregistré à : S I E 8 EME EUROPE-ROME POLE ENREGISTREMENT

Le 22/03/2017 Bordereau n°2017/441 Case n°3

Ext 2829

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administrative des finances publiques

Mme Christine LECHEVALIER
Agent Administrative des Finances Publiques



1703423201

DATE DEPOT : 2017-04-03

NUMERO DE DEPOT : 2017R034188

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2017/03/10

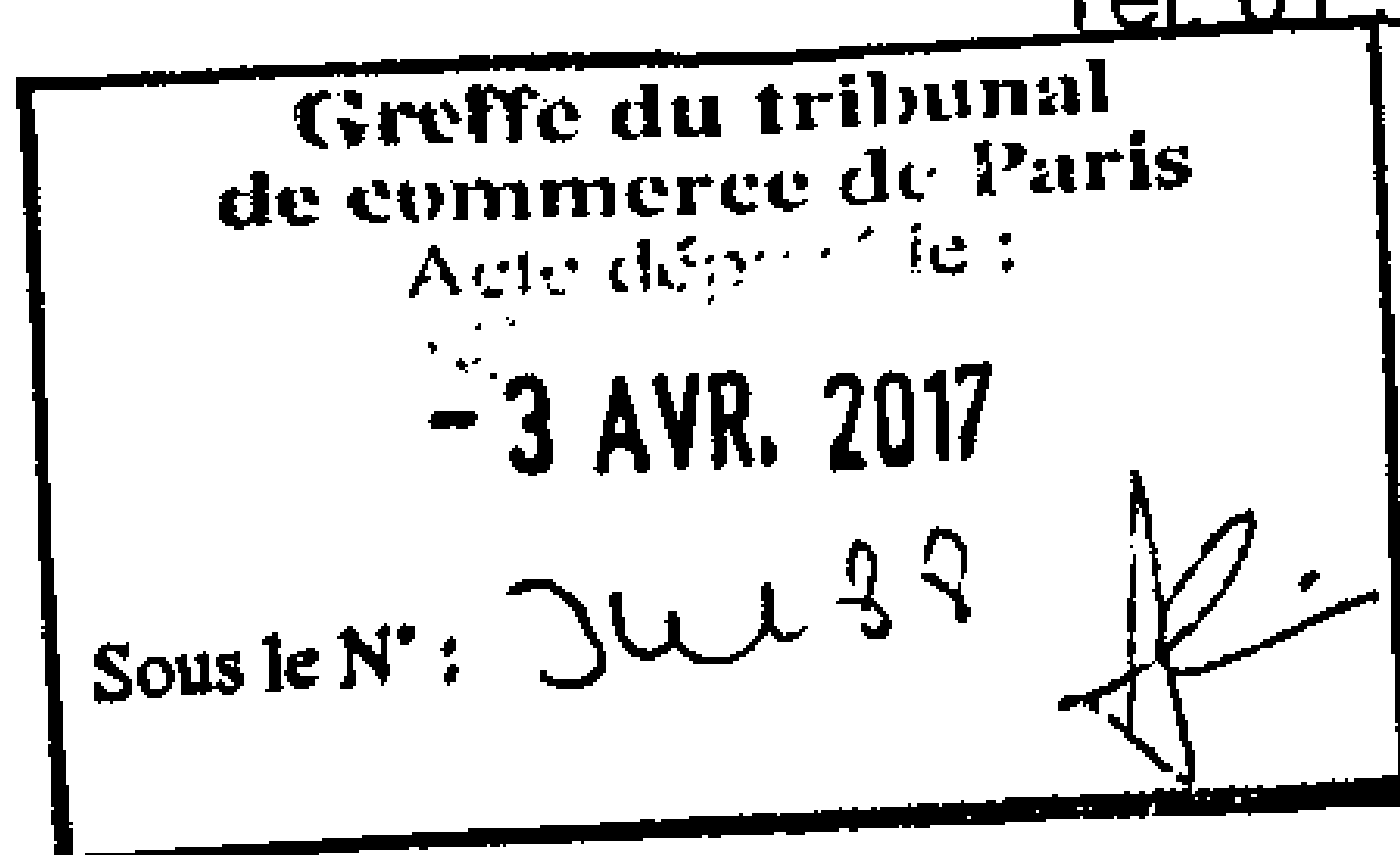
TYPE D'ACTE : RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

NATURE D'ACTE :

03 3825

MICHEL SUDIT

Expert-Comptable et Commissaire aux Comptes
217-219, Rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS
Tél 01 56 90 19 00 – Fax 01 56 90 19 01



RK 03-3-17

03 03-3-17
AO-AU-17

OF

**Apport de titres de la société ROCK INVESTMENT
détenus par Monsieur Xavier Niel à la Société NJJ HOLDING**

=====

**Rapport du commissaire aux apports
sur la valeur des apports
en application de l'article L. 225-147
du Code de Commerce**

=====

NJJ HOLDING

Société par Actions Simplifiée au capital de 546.265.384,90 euros
16, rue de la Ville l'Evêque
75008 Paris
Immatriculation au RCS de Paris N°520 230 590

A l'Associé unique,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'associé unique en date du 2 février 2017 concernant l'apport des titres de la société ROCK INVESTMENT que Monsieur Xavier NIEL se propose d'effectuer à la société NJJ HOLDING, j'ai établi le présent rapport prévu par l'article L.225-147 du Code de commerce sur la valeur de l'apport. Cette valeur d'apport a été arrêtée dans le traité d'apport en date du 10 mars 2017 entre d'une part, Monsieur Xavier NIEL en qualité d'Apporteur, et d'autre part, la Société NJJ HOLDING en qualité de Bénéficiaire, représentée par son Président Monsieur Xavier NIEL.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : cette doctrine requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport et des avantages particuliers pouvant exister, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

A aucun moment je ne me suis trouvé dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Le présent rapport comporte les chapitres suivants :

- 1- Présentation de l'opération et description des apports
- 2- Diligences effectuées et appréciation de valeur des apports
- 3- Conclusion

1- PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Le traité d'apport indique que l'apport est effectué par Monsieur Xavier NIEL, qui apporte la pleine propriété des 118.000.000 actions de la société ROCK INVESTMENT à la Société NJJ HOLDING.

1.1. Sociétés et personnes physiques concernées

1.1.1 Société dont les actions sont apportées

✓ SOCIETE ROCK INVESTMENT

La société **ROCK INVESTMENT** est une société par actions simplifiée au capital de 246.000.000 euros, divisé en 246.000.000 actions de même catégorie de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Son siège social est situé au 16, rue de la Ville l'Evêque – 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 795 278 860.

La société ROCK INVESTMENT a pour objet en France qu'à l'étranger :

- L'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation, de quelque manière que ce soit, à titre minoritaire ou majoritaire, dans le capital social et les droits de vote des sociétés existantes ou à créer, et dans toutes autres personnes morales quelles que soit leur forme juridique, ainsi qu'à la souscription à cet effet de tous financement quel qu'en soit la forme, et plus particulièrement dans le cadre d'opérations de capital-développement ;
- Plus généralement, apporter toute assistance utile, administrative, financière, juridique, comptable, notamment, sous toutes les formes aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations ;
- Enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser le développement ou l'extension.

La société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toute autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

Cette société a été immatriculée le 16 Septembre 2013.

Le Président de la société ROCK INVESTMENT est la société NJJ HOLDING.

1.1.2 Société Bénéficiaire de l'apport

La société **NJJ HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 546.265.384,90 euros, divisé en 5.462.653.849 actions de même catégorie de 0,10 euro de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées. Son siège social est situé au 16 rue de la Ville L'Evêque – 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 520 230 590.

La société a pour objet, de manière directe ou indirecte tant en France qu'à l'étranger :

- L'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation, de quelque manière que ce soit, à titre minoritaire ou majoritaire, dans le capital social et les droits de vote de sociétés existantes ou à créer, et dans toutes autres personnes morales quel que soit leur forme juridique, ainsi que la souscription à cet effet de tout financement quel qu'en soit la forme ;
- Plus généralement, apporter toute assistance utile, administrative, financière, juridique, comptable, notamment sous toutes les formes, aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations ;
- Enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser le développement ou l'extension.

Cette société a été immatriculée le 19 février 2010.

Le Président est Monsieur Xavier NIEL

1.1.3. Personne apporteuse

Monsieur Xavier NIEL, né le 25 août 1967 à Maisons Alfort, de nationalité française, demeurant 3-5 rue d'Andigné 75016 Paris.

1.2. Objectif de l'opération

L'opération d'apport s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe.

1.3. Propriété, jouissance et conditions de l'apport

Le traité d'apport indique que :

- La société Bénéficiaire aura la propriété et la jouissance des actions ROCK INVESTMENT et sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés auxdites actions ROCK INVESTMENT à compter de la date de réalisation définitive de l'apport.
- L'apporteur aura la pleine propriété des actions nouvelles émises de la société NJJ HOLDING au jour de la date de réalisation définitive de l'apport ;
- Les actions nouvelles de la société NJJ HOLDING porteront jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'apport. Elles seront à compter de cette date, entièrement assimilées aux actions anciennes de la Société Bénéficiaire pour l'exercice de tous les droits pécuniaires ou autres qui y seront attachés, et plus généralement supporteront les mêmes charges et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes composant le capital social de la société Bénéficiaire.

1.4. Conditions suspensives

Le traité d'apport indique que l'apport des actions ROCK INVESTMENT deviendra définitif sous les conditions suspensives suivantes :

- Après la constatation définitive de l'apport d'actions ILIAD à la société ROCK INVESTMENT à concurrence d'un montant au moins égal à 118.000.000 euros ;
- Après l'approbation de l'apport par décision de l'associé unique de la Société Bénéficiaire et de l'augmentation de capital corrélative à l'opération d'apport

1.5. Description et évaluation des apports

1.5.1 Description des apports

L'apporteur s'engage irrévocablement à apporter à la Société Bénéficiaire, la pleine propriété des 118.000.000 actions de la société ROCK INVESTMENT qu'il possède.

Il est à noter que la propriété des actions apportées par Monsieur Xavier Niel dépend de la réalisation définitive de l'augmentation de capital rémunérant l'apport des actions de la société ILIAD à la société ROCK INVESTMENT, prévue avant la date du présent apport.

1.5.2 Evaluation des apports

L'évaluation des actions de la société ROCK INVESTMENT constituant l'apport a été déterminé d'un commun accord entre les parties, et s'élève à 26.880 euros.

1.6. Rémunération de l'apport

En contrepartie de l'apport, il sera attribué à l'Apporteur 268.800 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, qui seront émises au pair par la société Bénéficiaire lors de l'approbation de l'apport par décision de l'associé unique de ladite Société Bénéficiaire.

Après réalisation de l'apport, le capital social de la société Bénéficiaire sera augmenté de 26.880 euros par émission de 268.800 actions nouvelles d'une valeur de 0,10 euro chacune au profit de l'Apporteur.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la société Bénéficiaire dont l'apporteur déclare avoir pris connaissance.

2- DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Cette mission, conformément aux dispositions légales, prend fin avec le dépôt de mon rapport ; il ne m'appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs, survenus éventuellement entre la date de mon rapport et la date de décision de l'associé unique appelé à se prononcer sur l'opération d'apports envisagée.

Ma mission, telle que définie par les textes en vigueur, ne comporte pas l'émission d'une opinion sur la rémunération des apports.

2.1 Diligences accomplies

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires pour apprécier la valeur de l'apport, conformément à la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à ce type de mission, et notamment :

- J'ai pris connaissance de l'économie générale de l'opération afin de comprendre son bien-fondé et le contexte économique dans lequel elle se situe ; examiner les différentes stipulations du traité d'apport ;
- J'ai collecté les informations financières, comptables et juridiques nécessaires à la compréhension de l'opération ;
- J'ai pris connaissance des divers documents juridiques, comptables et techniques des sociétés concernées par l'opération ;
- J'ai procédé au contrôle formel de la détention des actions apportées en obtenant une copie du registre de titre de la Société ROCK INVESTMENT
- J'ai pris connaissance des procès-verbaux des diverses assemblées de la société Rock Investment.
- J'ai pris connaissance des derniers comptes annuels au 31 décembre 2015 de la société ROCK INVESTMENT et du rapport des commissaires aux comptes.
- J'ai pris connaissance du projet de comptes au 31 décembre 2016 de la société ROCK INVESTMENT

Plus généralement, j'ai vérifié qu'aucun fait ou événement n'est survenu jusqu'à la date de mon rapport, susceptible d'avoir une incidence financière sur la valeur de l'apport.

Ces diligences ont été effectuées dans le cadre d'une intervention particulière ayant pour objet l'appréciation d'une valeur par référence à des critères identifiés et au regard d'objectifs définis ; elles ne constituent, en conséquence, ni une mission d'audit ni une mission d'examen limité.

2.2. Vérifications de la valorisation de l'apport

L'évaluation des actions ROCK INVESTMENT constituant l'apport, a été déterminé d'un commun accord entre les parties sur la base de l'actif net au 31 décembre 2016, retraité pour tenir compte de l'apport des 567.854 actions de la société ILIAD à la société ROCK INVESTMENT pour un montant de 118.000.061,20 euros, apport devant intervenir préalablement au présent apport.

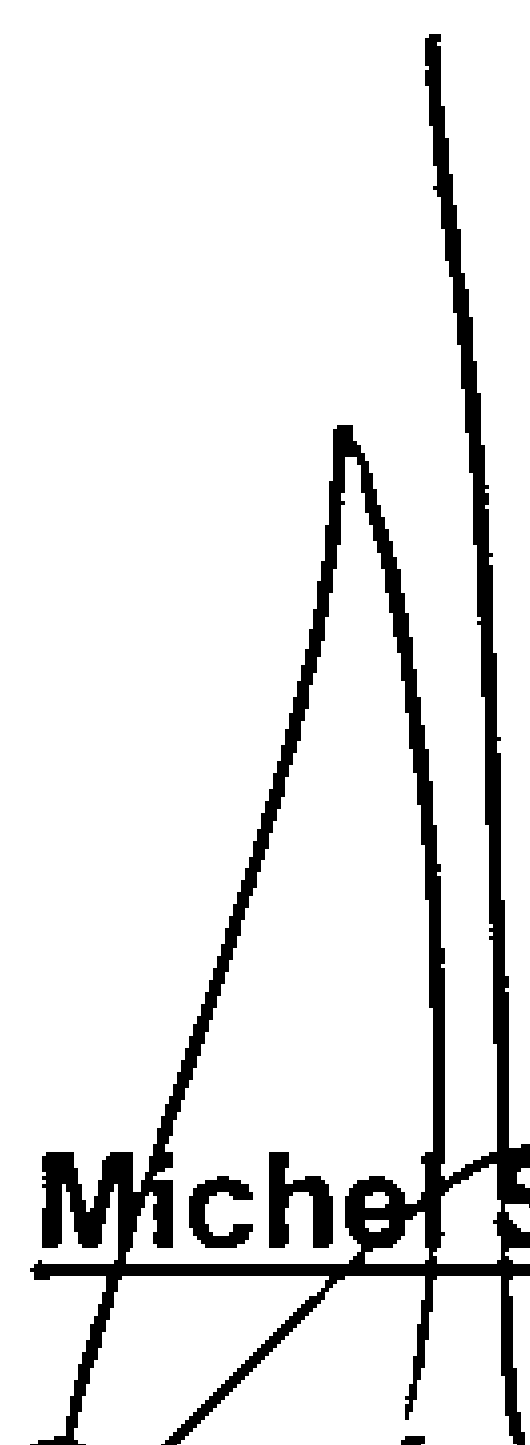
La valeur des actions ROCK INVESTMENT induite par cette transaction négociée entre acteurs avisés constitue donc selon moi une référence incontournable représentative de la valeur de marché de cette société à la date de ce rapport.

Sur la base de ces différentes approches et au terme de mes travaux, je n'ai pas relevé d'éléments susceptibles de venir remettre en cause la valeur de l'apport dans le cadre de la présente opération envisagée en regard de mon objectif visant à m'assurer de leur non surévaluation.

3- CONCLUSION

En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que la valeur de l'apport s'élevant à 26.880 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur des actions apportées est au moins égale au montant de l'émission d'actions de la société bénéficiaire relative à cet apport.

Fait à Paris, le 10 mars 2017



Michel Sudit
Commissaire aux apports



1703423203

DATE DEPOT : 2017-04-03

NUMERO DE DEPOT : 2017R034188

N° GESTION : 2010B03829

N° SIREN : 520230590

DENOMINATION : NJJ HOLDING

ADRESSE : 16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2017/03/10

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

" NJJ HOLDING "

Société par actions simplifiée à associé unique

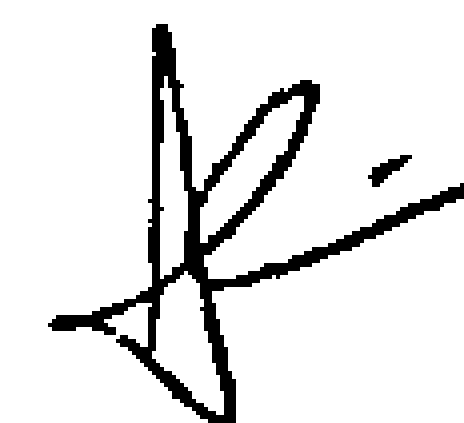
Au capital de 546.292.264,90€

Greffé du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

- 3 AVR. 2017

Sous le N° :

34188



16 rue de la Ville l'Evêque

75008 Paris

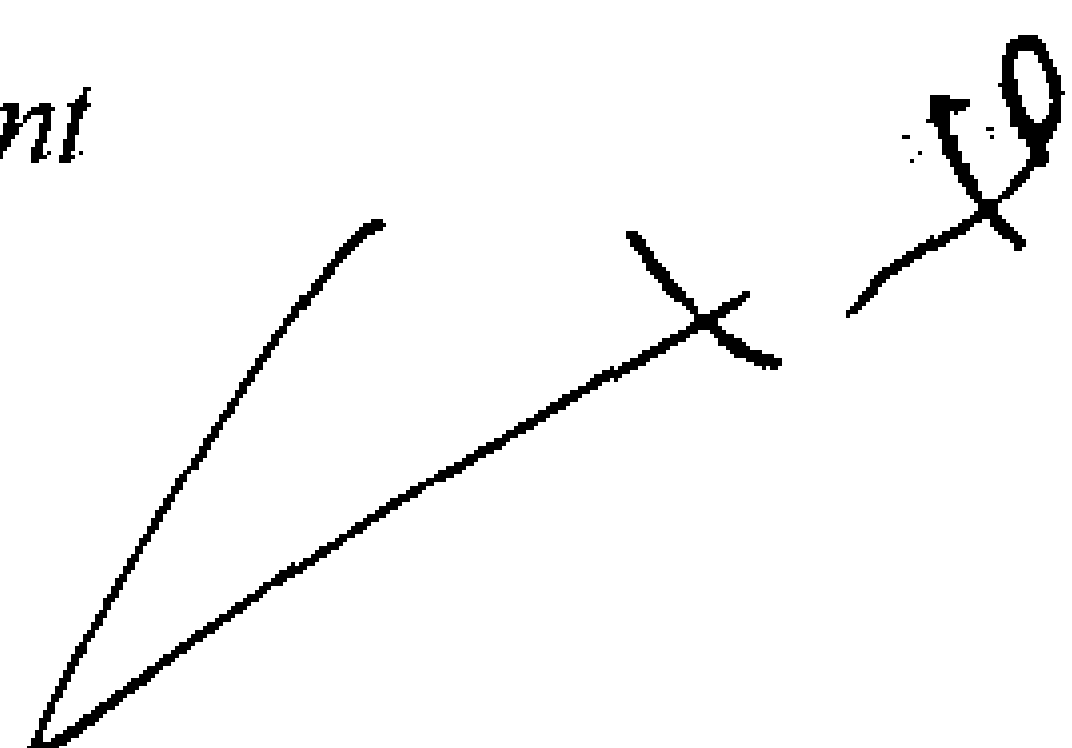
R.C.S. Paris 520 230 590

STATUTS

STATUTS A JOUR CERTIFIES EXACTS ET CONFORMES

A LA DATE DU 10 MARS 2017

Xavier NIEL Président



TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société (la « Société ») est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de ses titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411.2 du code monétaire et financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, de manière directe ou indirecte, tant en France qu'à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation, de quelque manière que ce soit, à titre minoritaire ou majoritaire, dans le capital social et les droits de vote de sociétés existantes ou à créer, et dans toutes autres personnes morales quelle que soit leur forme juridique, ainsi que la souscription à cet effet de tout financement quel qu'en soit la forme ;
- plus généralement, apporter toute assistance utile, administrative, financière, juridique, comptable, notamment, sous toutes les formes, aux sociétés et autres personnes morales dans lesquelles elle détient des participations ;
- enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser le développement ou l'extension.

La Société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

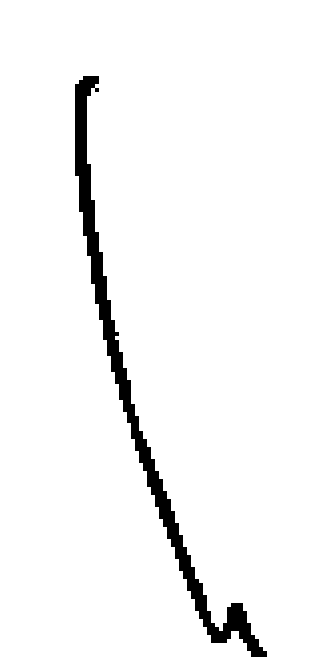
La Société a pour dénomination sociale : **NJJ HOLDING.**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **16 rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, d'un département limitrophe ou partout ailleurs en France par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts de la Société en conséquence, et à l'étranger par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.



ARTICLE 5 - DUREE

La Société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi ou décidés par l'associé unique ou la collectivité des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, le montant du capital, provenant uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré. Les dix (10) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix de dix centimes (0,10) d'euro par action.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 23 mars 2010, le capital social a été porté à la somme de 34.000.001 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 500.000 actions Iliad évalué à 37.400.000 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 340.000.000 d'actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 3.400.000 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 7 septembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.059.091,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 700.000 actions Iliad évalué à 51.764.999,99 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique (i) 470.590.909 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées, et (ii) une soulte de 4.705.909,09 euros.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 5 novembre 2010, le capital social a été porté à la somme de 81.239.535,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 1.615 actions Odyssey Music Group, évalué à 180.444 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.804.440 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 septembre 2013, la capital a été porté à la somme de 396.246.984,90 euros, par apport, effectué par l'associé unique, de 1.736.535 actions Iliad évalué à 315.007.449 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 3.150.074.490 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 18 mai 2016, la capital social a été porté à la somme de 546.265.384,90 euros, par apport, effectué par l'associé unique, de 765.400 actions Iliad évalué à 150.018.400 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 1.500.184.000 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 mars 2017, le capital social a été porté à la somme de 546.292.264,90 euros par apport, effectué par l'associé unique, de 118.000.000 actions Rock Investment évalué à 26.880 euros. En contrepartie de cet apport il a été attribué à l'associé unique 268.800 actions de 0,10 centimes d'euros entièrement libérées. »

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 546.292.264,90 euros. ✓

Il est divisé en 5.462.922.649 actions d'une valeur nominale de 0,10 d'euro chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société. Les attestations en compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats de la Société où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions sociales.

Chaque action dispose d'un droit de vote.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé en une ou plusieurs fois dans un délai ne pouvant dépasser cinq (5) ans.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés au moins quinze jours à l'avance.

ARTICLE 11 - MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les dix (10) jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

La transmission d'actions à titre gratuit s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-avant.

Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire sauf convention contraire entre le cédant et le cessionnaire.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital sont négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, c'est-à-dire dès la date d'établissement du certificat du dépositaire des fonds ou des commissaires aux comptes.

Les actions d'apport sont négociables dès la date de la décision du ou des associés ayant approuvé les apports.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 18 ci-après, au vu du rapport du Président.

Le ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'associé unique ou la collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit par conversion d'obligations. Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Le ou les associés peuvent aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

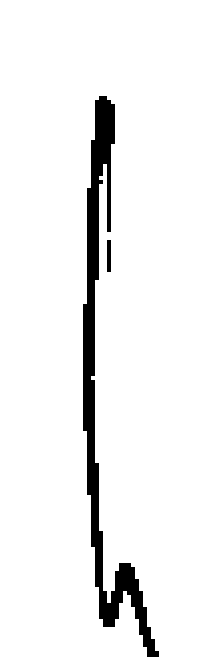
TITRE III – DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - PRESIDENCE

La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « Président »), personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision de l'associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, par décision collective des associés adoptée à la majorité simple des associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote.

Le premier président de la Société est Monsieur Xavier Niel, né le 25 août 1967 à Maisons-Alfort (94) de nationalité française, demeurant 3-5, rue d'Andigné 75016 Paris.



Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

En cas de décès ou de démission, il est immédiatement pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. En cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 3 mois, il est également pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou des associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur ou jusqu'au retour du Président empêché. En cas de décès de l'associé unique assurant les fonctions de Président, son remplaçant sera nommé par les ayants droits de l'associé unique.

Conformément à la loi, le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président est sans effet à l'égard de tiers.

Les fonctions de Président prennent fin soit par la démission, le décès, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés sans préavis, ni indemnité d'aucune sorte et sans avoir à en justifier.

ARTICLE 14 – DIRECTION GENERALE

Le Président peut nommer, renouveler ou mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs directeurs généraux (le « Directeur Général » ou les « Directeurs Généraux »), personnes physiques ou morales, investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Au plan interne, le Président fixera éventuellement les domaines et les limitations de pouvoirs du Directeur Général.

Le Directeur Général est autorisé à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés.

En cas de décès ou de démission, il peut être pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision du Président.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général peut conserver ou pas son mandat sur décision du nouveau Président.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à la possibilité offerte par la loi, la Société ne comporte pas de commissaire aux comptes.

Toutefois, la Société désignera, par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants en cas de dépassement des seuils prévus par la loi. Les commissaires aux comptes titulaire et suppléant sont, le cas échéant, nommés pour une durée de six (6) exercices. Ils sont toujours rééligibles.

En outre, tout associé pourra demander à la Société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la Société elle-même, soit dans ses filiales.

Le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s), sur convocation du Président, assistera(ont) à toutes les décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés prises en assemblées générales.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES ASSOCIES OU DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président de la Société et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président ou le Directeur Général, le cas échéant, doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, des conventions réglementées visées au premier paragraphe ci-dessus intervenues au cours de l'exercice ou au cours d'exercices antérieurs et qui se sont poursuivies au cours du dernier exercice, dans le délai d'un (1) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé peut en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la société, autre qu'une personne morale, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 17 - COMITE D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du code du travail, les représentants du personnel délégués par le comité d'entreprise exercent, le cas échéant, les droits définis aux articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du code du travail auprès du Président.

TITRE IV - DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE ET DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

18.1 Décisions de la compétence de l'associé unique ou des associés

18.1.1 Conformément à l'article L. 227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

18.1.2 L'associé unique, ou les associés (statuant à la majorité simple des associés présents ou représentés, sauf en ce qui concerne les décisions collectives résultant du consentement de tous les associés) est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre les décisions suivantes :

- (a) l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital et toute émission de valeurs mobilières par la Société ;
- (b) toute fusion, scission ou tout apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution de la Société ;
- (c) la nomination des commissaires aux comptes ;
- (d) l'approbation des comptes annuels ;
- (e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution ;
- (f) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (g) l'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;
- (h) toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;
- (i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;
- (j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;
- (k) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (l) la prorogation de la Société.

18.1.3 Chaque associé a un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'il détient.

18.2 Décisions de l'associé unique

18.2.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les présents statuts à la collectivité des associés.

- 18.2.2 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou de l'associé unique lui-même.
- 18.2.3 Lorsque la décision de l'associé unique est sollicitée par le Président, et sauf renonciation par écrit de l'associé unique, une convocation est adressée par tous moyens, à l'associé unique par le Président deux (2) jours au moins avant la réunion projetée ; cette convocation porte indication des points devant être soumis à la décision de l'associé unique. En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'associé unique.
- 18.2.4 Un procès-verbal des décisions prises par l'associé unique est établi par le Président et signé par l'associé unique.

18.3 Modalités des décisions collectives

- 18.3.1 Les associés sont convoqués par le Président à son initiative ou sur la demande de l'un des associés.
- 18.3.2 Les associés délibèrent collectivement, sans condition de quorum. Les décisions collectives sont prises soit en assemblées, soit par consultation écrite, au choix du Président ou de l'initiateur de la consultation.
- 18.3.3 Le Président convoque les associés par lettre simple ou télécopie ou courrier électronique ou par oral deux (2) jours à l'avance, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation et sauf renonciation par les associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des associés.
- 18.3.4 Chacun des associés peut désigner le représentant de son choix (associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.
- 18.3.5 Les assemblées générales des associés se réunissent au siège social de la Société (ou en tout autre lieu déterminé dans la convocation). Les assemblées sont présidées par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.
- 18.3.6 Un procès-verbal des décisions des associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président dans les meilleurs délais ; quel que soit le mode de consultation choisie ; ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire choisi par l'associé (autre que le Président) représentant l'associé détenant le plus grand nombre d'actions.
- 18.3.7 Toute décision de la compétence des associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des associés.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Président établit le rapport de gestion à présenter à l'associé unique ou aux associés contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices ou pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins, pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué à l'associé unique ou aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant sur les comptes a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions de la Société.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou décision collective des associés, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. C'est le Président qui a qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par décision du ou des associés sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois (3) mois, par décision du Président, en cas d'augmentation du capital.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer la collectivité des associés ou l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans les deux cas, la décision du ou des associés est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si le ou les associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des associés statuant à la majorité.

Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la Société est toujours unipersonnelle, la dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique personne morale sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Si l'associé unique est une personne physique, il doit désigner un liquidateur, qui peut être lui-même ou un tiers.

Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et le ou les associés, soit entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance du siège social.

FIN DES STATUTS